Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

279 | Janvier-Juin

Sociétés et espace haïtiens contemporains : nouveaux regards

Introduction

Sociétés et espaces haïtiens contemporains : nouveaux regards

Bezunesh Tamru et Marie Redon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/com/9797>

DOI : 10.4000/com.9797

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2019

Pagination : 11-26

ISBN : 979-10-300-0575-2

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Bezunesh Tamru et Marie Redon, « Introduction », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 279 | Janvier-Juin, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/com/9797> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.9797>

INTRODUCTION

Sociétés et espaces haïtiens contemporains : nouveaux regards

Bezunesh Tamru¹ et Marie Redon²

La géographie haïtienne s'est développée au sein de recherches académiques plurielles³, d'institutions technocratiques et dans les imaginaires littéraires. Les récits coloniaux (Moreau de Saint-Méry, 2004, [1797]), les évocations dans les œuvres romanesques⁴, les travaux universitaires ou les lois et décrets institutionnels témoignent ainsi de l'importance donnée aux rapports entre les sociétés haïtiennes et leurs espaces. Une revue en pleine redéfinition comme *Les Cahiers d'Outre-Mer* nous a semblé offrir un media adapté à ce dossier consacré au renouveau de la recherche en géographie haïtienne, une décennie après le terrible séisme de 2010. Nous tenons ici à remercier celles et ceux qui nous ont apporté leur aide dans la réalisation de ce travail, notamment Alphonse Yapi-Diahou, Georges Eddy Lucien et Johan Milian pour leurs relectures et leurs conseils.

Mais, d'abord, il est important de rappeler quelques traits marquants dans l'évolution de la discipline et selon les échelles d'analyse. Haïti ou *Ayiti*⁵, s'étend sur une superficie de 27 750 km² et se situe sur la partie occidentale de l'île d'Hispaniola qu'elle partage avec la République Dominicaine. Jean-

1. Professeure des Universités, Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis. LADYSS – UMR 7533. Courriel : bezunesh.tamru(at)univ-paris8.fr.

2. MCF HDR en Géographie. Université Sorbonne Paris Nord – Pléiade UR 7338. Courriel : marie.redon(at)univ-paris13.fr.

3. Englobant des disciplines des sciences humaines et sociales, comme l'histoire ou l'anthropologie.

4. Citons dans la profusion et l'excellence de la littérature haïtienne, les paysages ruraux décrits par Jacques Roumain dans son classique « Gouverneurs de la Rosée » ou les évocations trépidantes et dramatiques des quartiers de Port-au-Prince dans les romans policiers de Victor Gary « Saison des porcs » ou « Soro ».

5. Terme qui signifierait montagne dans la langue des populations précolombiennes de l'île.

Marie Théodat (2003) a consacré sa thèse à la particularité bicéphale de cette île des grandes Antilles, localisée à 87 km de l'extrémité sud de Cuba et à 2 heures de vol de la Floride. Ses premiers occupants, les Taïnos, disparus, ont été remplacés par les esclaves importés d'Afrique pour le travail servile des plantations. En 1697, le traité de Ryswick a marqué la reconnaissance de la présence française par les Espagnols ; en 1777, les deux pouvoirs coloniaux s'accordent sur le partage de l'île par le traité d'Aranjuez. Selon Théodat (1998), les deux colonies mettent alors en œuvre des mises en valeur très différenciées de leurs possessions.

Durant tout le xvi^e siècle, à peine 100 000 Espagnols quittèrent leur péninsule pour venir chercher fortune en Amérique, et très peu vinrent à Española. Ils importèrent dans les Antilles, à Santo Domingo en particulier, le système pastoral extensif de type andalou qui repose sur la grande propriété et son corollaire, la libre pâture... Pour la France, la colonie de Saint-Domingue était devenue un atelier et un jardin modèle dans l'art de la plantation tropicale. À la fin de la colonisation française, Saint-Domingue comptait 500 000 habitants dont 30 000 Blancs, créoles pour la plupart. Les Hispano-Dominicains n'étaient que 125 000 environ, dont 15 000 esclaves. C'est de ce partage impérial et inégal de l'espace insulaire qu'est venue la coupure en deux systèmes géographiques opposant, côté français, les plantations extraverties et le travail servile, côté espagnol, les hatos, fermes d'élevage extensif. (p. 8)

Haïti est donc l'héritière de la « prospère » colonie française de Saint Domingue, organisée en une multitude de plantations, ou « habitations », exploitant surtout les grandes plaines pour la production de cannes, de sisal, de tabac ou d'indigo. Les liens avec la métropole française sont alors étroits et les produits agricoles exportés par plusieurs ports dont le Cap-Français (actuel Cap-Haïtien), Saint-Marc, Port-au-Prince ou Les Cayes. La fuite étant la seule possibilité pour échapper aux conditions de vie inhumaines des esclaves, le marronnage investit les mornes, structuré en camps retranchés et mobiles (Lucas, 2002). Cela instaure déjà la dualité entre les montagnes de replis et de pauvretés et les riches plaines des pouvoirs. L'indépendance, acquise de haute lutte en 1804, marque la naissance de la première République noire⁶. L'Empire de Dessalines (1804-1806) ou la royauté de Christophe (1811-1815) bâtissent alors des lignes de défense, commandées par des citadelles, et s'éloignant d'un littoral devenu menaçant (Merat, 2018). La république de Boyer (1820-1843) opte pour la négociation avec l'ancienne métropole ; après de longues tractations, cette dernière admet l'indépendance d'Haïti par l'ordonnance de 1833 et moyennant le versement d'une compensation exorbitante de 150 millions d'or de l'époque (Itazienne, 2003). L'économie rurale haïtienne

6. Jean-Jacques Dessalines proclame l'indépendance d'Haïti le 1^{er} janvier 1804 et en devient le gouverneur général à vie, en octobre de la même année, il est sacré empereur.

est lourdement mise à contribution. Malgré quelques résistances paysannes (Béchacq, 2006), l'accès à la terre demeure largement inégalitaire et les campagnes sont caporalisées sous la férule des chefs de section (Muscadin, 2018).

Cet ensemble d'héritages marque l'organisation spatiale du territoire haïtien, comme le montrent les mutations spatiales du xx^e siècle caractérisées par des jeux de pouvoirs de plus en plus concentrés. Georges Anglade, dans son ouvrage majeur de 1981, *L'Atlas critique d'Haïti*, distingue trois structures spatiales produites par trois systèmes politiques successifs. Au commencement, le morcellement colonial : l'espace était alors une juxtaposition d'habitations quasi autarciques dont les productions sont écoulées par les ports principaux, voire par des points secondaires de mouillage. « La carte de Saint-Domingue est un portulan tout en baies, anses, criques, promontoires, jetées, embouchures, caps. Saint-Domingue est la juxtaposition de 5 000 habitations, chacune directement reliée à la France par un chemin, un port, un bateau » (Anglade, 1981, p. 140). La régionalisation apparaît aux lendemains de l'indépendance, avec l'émergence d'oligarchies agraires et commerciales provinciales. Le *Code rural* de 1826 instaure un ordre de fer sur un paysannat dominé, les espaces s'organisent autour de marchés commandés par une cité portuaire. Certes, moins spatialement fragmentée que les habitations coloniales, la structure par provinces garde cependant la même base économique rurale d'asservissement des masses. Port-au-Prince commence à s'imposer par une plus grande diversification de ses activités, en particulier administratives et de services. À partir de 1915, l'occupation américaine accélère le mouvement, les activités portuaires sont concentrées dans la capitale, les budgets communaux supprimés et les appareils répressifs étatiques renforcés, autant de politiques ruinant les cités portuaires provinciales. Ce mode d'organisation spatiale centralisée a nui au pouvoir des oligarchies provinciales, mais il n'a pas pour autant créé un contre modèle industriel accompagné d'un emploi ouvrier important. Il a plutôt opéré un transfert de la main-d'œuvre rurale pauvre haïtienne vers les plantations cubaines et dominicaines, alors contrôlées par les intérêts nord-américains (Lucien, 2013). Les legs fonciers – de la période régionale et des oligarchies provinciales – n'ont pas facilité l'installation de grandes plantations étrangères dans les campagnes haïtiennes (Anglade, *op. cit.*). Mais cette préservation des intérêts nationaux ne peut masquer les inégalités entre les terres fertiles des plaines ou des replats, aux mains des plus aisés, et les sols ingrats et pentus des mornes où survivent les plus pauvres dans le pays « en dehors » (Barthélemy, 1990).

À partir des années 1970, le territoire haïtien suit la tendance mondiale en s'urbanisant fortement. En 1983, Henri Godard présente un doctorat de

troisième cycle sur les mutations urbaines de Port-au-Prince dans le cadre d'une croissance rapide et incontrôlée. Dans un court article, paru dans la revue *Mappemonde*, il examine les grands axes de croissance de la capitale. En 2007, c'est au tour de Georges Eddy Lucien de soutenir une thèse d'histoire contemporaine (Lucien, 2013, 2014), il y étudie la croissance de Port-au-Prince à l'échelle du réseau urbain national et à celle du territoire urbain en insistant sur une modernisation qu'il considère comme manquée. Les liens entre la géographie et l'histoire demeurent étroits dans la tradition académique haïtienne en particulier au sein de l'École Normale Supérieure. Et nous devons à un autre historien, Georges Corvington (1972, 1975, 1977, 1984, 1987, 1991, 2009), une œuvre monumentale en 8 volumes, *Port-au-Prince au cours des ans*, où se trouvent compilées des connaissances détaillées sur la capitale haïtienne pour la période allant de 1743 à 1954.

Si un nombre important de thèses de géographie est réalisé dans les universités de France métropolitaine, le rôle de l'Université « voisine » des Antilles Guyane (l'UAG d'alors) est aussi majeur dans la formation et la recherche géographiques haïtiennes. Ses enseignants-chercheurs y ont produit une importante contribution sur l'ensemble du pays (Calmont *et. al.*, 2015) et sur les problématiques environnementales et littorales (Saffache, 2006). Dans ce rapide panorama des liens entre la géographie haïtienne et ses consœurs étrangères, l'apport de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) est à souligner par le rôle fondateur de Georges Anglade et par les nombreuses recherches sur Haïti, dont la thèse de Jean Goulet sur l'organisation des services urbains dans les bidonvilles de Port-au-Prince (2006).

En Haïti comme ailleurs, la géographie n'est pas qu'affaire académique : urbanistes, spécialistes de l'aménagement du territoire et ingénieurs cartographes sont autant de professionnels impliqués dans la production de normes et d'informations spatiales. Le Centre National de l'Information Géo Spatiale (CNIGS) est né en 2005 de la fusion du Service de la Géodésie et de la Cartographie (SGC) et de l'Unité de télédétection et de système d'information géographique (UTSIG). Cette dernière, créée en 1998, a notamment bénéficié d'un programme financé par l'Union Européen sur l'utilisation de l'imagerie satellitaire pour l'aménagement du territoire. Le CNIGS, dont la mission principale est de « produire et diffuser l'information géographique actualisée et fiable sur tout le territoire national par l'utilisation de technologies modernes appropriées » (*Le Nouvelliste*, 2006), mobilise des professionnels venus du monde de l'ingénierie comme de la géographie. En 2009, l'État haïtien se dote d'une nouvelle agence dédiée à l'aménagement du territoire, le Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT), avec comme objectif « de coordonner et d'harmoniser les actions du Gouvernement en matière

d'aménagement du territoire, de gestion des bassins-versants, de gestion de l'eau, d'urbanisme, d'équipement » (CIAT, 2009).

Pourtant, malgré la réorganisation ou la création d'agences publiques d'études territoriales, et les connaissances accumulées par les travaux académiques, l'espace haïtien des années 2000 est toujours dominé par une seule métropole, d'où la permanence de l'expression « *la république de Port-au-Prince* » (Anglade, *op. cit.* ; Lucien, *op. cit.*). La seconde ville du pays, le Cap-Haïtien, est ainsi 8 fois moins peuplée que l'arrondissement de Port-au-Prince confirmant la macrocéphalie du réseau urbain. Le pays, encore meurtri par les crises politiques successives de l'après-Duvalier⁷, porte de plus les stigmates d'une série d'ouragans majeurs Gustav, Hanna et Ike ayant notamment ravagé la ville des Gonaïves, tous en 2008. Cette même année, éclatent des émeutes de la faim suite à l'augmentation des prix des denrées agricoles (Théodat, 2009), dans un contexte international de crises financières. En cette aube du XXI^e siècle, la migration internationale se poursuit et touche tous les segments de la société, y compris les plus formés. L'exode rural continue à « vider » des campagnes et la bascule vers une Haïti urbaine se profile⁸ (*Le Nouvelliste*, 2013 ; Banque Mondiale, 2017).

C'est dans cette ambiance d'une économie plutôt morose que, le 12 janvier 2010 à 16 h 53, l'indicible horreur se produit : un séisme d'une magnitude 7 sur l'échelle de Richter dévaste Port-au-Prince et ses environs. Pendant ces secondes meurtrières, des centaines de milliers de victimes périrent et, avec elles, des géographes et des professionnels de l'information géographique, dont Georges Angalde, Claudjane Casimir, Gina Porcena Meneus et Lilite Obicson. De nombreux hommages leur ont été rendus.

En 2020, 10 ans après le drame, le temps est donc venu de s'interroger sur la situation de la géographie haïtienne universitaire : comment, aujourd'hui, s'analyse l'espace d'Haïti ?

Dans le domaine pédagogique, une progression de la formation en premier cycle, en particulier dans le nord du pays, est notable. À Port-au-Prince, la géographie est toujours enseignée à l'École Normale Supérieure (ENS) en licence d'histoire/géographie, tout en s'étant déployée depuis 2011 au niveau master. Des cours de géographie sont aussi dispensés à l'Institut Supérieur de Recherches et d'Études en Sciences Sociales (ISERSS) de Port-au-Prince au sein d'un département propre, créé en 2008. En dehors de la capitale et

7. Les dictatures des Duvalier se sont enchaînées, d'abord François de 1957 à 1971 (« Papa Doc »), puis Jean-Claude, son fils, jusqu'en 1986 (« Bébé Doc »).

8. L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), cité par *Le Nouvelliste* du 27 septembre 2013, annonçait une population restée rurale à 52 %, tandis qu'un rapport de la Banque Mondiale estimait pour la même année un taux d'urbanisation de 58 % (Banque Mondiale, *op. cit.*)

dans le réseau des Universités Publiques de Régions (UPR), l'Université Publique de l'Artibonite aux Gonaïves (UPAG) et l'Université Publique du Nord au Cap-Haïtien (UPNCH) proposent, depuis 2010, des cours d'histoire/géographie en 3^e et 4^e année de licence dans leur Faculté des Sciences de l'Éducation. Le Campus Henri Christophe de Limonade de l'Université d'État d'Haïti, inauguré le 12 janvier 2012 près du Cap-Haïtien, offre également des formations de géographie en licence. Si ce rapide tour d'horizon considère surtout les diplômes pérennes, des masters, créés par des partenariats internationaux, ont également formé de spécialistes de l'analyse territoriale à l'Université d'État d'Haïti (UEH) et à l'Université privée Quisqueya. Un intérêt pour le renforcement de la recherche dans le domaine de la géographie et de l'aménagement apparaît également par la création post-séisme du Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU) à l'Université Quisqueya et du Laboratoire Dynamique des Mondes Américains (LADMA) à l'École Normale Supérieure.

Ce dossier thématique veut mettre en lumière ce renouveau de la recherche géographique haïtienne. Des travaux d'envergures sont déjà publiés, comme l'ouvrage d'André Calmont et Pierre Jorès Mérat (*op. cit.*) ou plus récemment le livre de Georges Eddy Lucien (2018). Le programme européen de recherches sur l'Urbain (PRCU⁹), porté par l'Université Paris 8 en partenariat avec l'ENS (UEH) de Port-au-Prince, l'Université Quisqueya et l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), a été l'occasion d'un grand nombre de publications scientifiques¹⁰, de la soutenance de plusieurs thèses de doctorats et de mémoires de master. Ces derniers sont issus du programme de master délocalisé de géographie ouvert par l'Université Paris 8 à l'ENS. De la rentrée 2011-2012 à son achèvement officiel à la rentrée 2015-2016, 51 jeunes géographes répartis en trois cohortes ont obtenu leur diplôme de master 2. Chaque promotion a tenu à prendre le nom d'illustres disparus, dont George Anglade, Gina Porcena Meneus et George Corvington, les deux premiers ayant péri lors du séisme du 12 janvier 2010.

Un constat s'impose : une nouvelle génération de géographes haïtiens a émergé, le nombre de contributions reçues pour ce dossier le montre avec force. Ce sont leurs travaux qui sont publiés ici, ainsi que ceux de jeunes chercheurs travaillant sur Haïti, avec pour objectif de rendre lisible, donc visible, la spécificité de leurs géographies. Le présent numéro est composé de quatre rubriques aux textes plutôt courts (COM a lu, COM a vu, Terrain de COM) et de douze articles qui examinent l'ensemble d'Haïti, la région

9. <http://prcu.haiti.univ-paris8.fr/>.

10. En particulier à l'occasion du grand colloque international « Quel développement urbain pour la ville post-crise » d'avril 2017.

et les espaces littoraux dans le nord du pays, un monde rural en mutation, la métropole de Port-au-Prince, la ville moyenne de Jacmel et le quartier de Little-Haïti à Miami. Si les études urbaines se concentrent majoritairement sur la capitale, les thèmes abordés dévoilent une grande diversité : la carence des équipements sportifs, l'insécurité foncière, les inégalités sociales dans le roman de Y. Lahens (2018), *Douces Déroutes*, ou la faiblesse des collectivités territoriales. Les analyses rurales participent également de cette pluralité thématique en interrogeant la pertinence des politiques de reforestation des terres de montagnes, en questionnant la pérennité d'impacts positifs issus d'un programme de coopération et en examinant les crises et les mutations d'anciens terroirs caféiers. Les entrées régionales trouvent la faveur d'une étude sur les potentialités touristiques peu investies dans le nord d'Haïti et celle d'une analyse des mangroves dans le Parc National des Trois Baies aux surfaces déclinantes. Un seul article traite de l'ensemble haïtien en abordant le thème de la pauvreté ; les espaces de migrations sont également abordés par une seule autre contribution. Cet ensemble thématique, de prime abord composite, s'articule autour de cinq grands sujets que sont les représentations et les imaginaires croisés de l'espace haïtien, les fabriques des territoires vulnérables, l'État et la quasi-absence d'échelle intermédiaire de gestion territoriale, les tensions et les recompositions spatiales post-séisme et enfin les migrations et la diaspora.

De la classique vision dystopique d'un pays, voire d'une île maudite, aux déclarations dégradantes du Président Trump, peu d'États suscitent autant de représentations et d'images contrastées et souvent paradoxales (pauvreté économique, instabilité politique, catastrophes naturelles, point nodal historique de la diffusion du VIH vers le continent nord-américain *versus* vivacité et richesse culturelle, destination balnéaire). Plusieurs articles investissent ces thématiques directement ou comme éléments de compréhension du sujet abordé. P.-J. Merat interroge la pauvreté et ses représentations paradoxales au sein de la société haïtienne. Ainsi, Le « *pòv* » est assimilé à un individu dénué de toute dignité. C'est plutôt le terme de « *malere* » qui est socialement admis, mais il a tendance à brouiller l'acceptation classique de pauvreté par le nombre important de personnes qui s'y reconnaissent. Le déni social infligé au « *pòv* » l'assigne aux espaces les plus marginaux ; les abords des églises et des rues de la mendicité, les trottoirs de la prostitution ou les décharges du chiffonnage. A. Corbet évoque la superposition temporelle d'espaces de marginalité dans sa description de la décharge sauvage de Canaan à Titayen. Lieu d'exécutions sommaires sous la dictature duvaliériste, les multiples victimes du séisme de 2010 y auraient été également enterrées. Mais, pour les chiffonniers, désignés par le terme péjoratif de « *kokorat* », exclus de la décharge légale pourtant proche de Truitier, la décharge illégale est un espace

de survie économique. V. Dathus *et al.* analysent la production foncière informelle dans les périphéries de la capitale, ils dévoilent ainsi les fortes inégalités sociales et de tenures dans des zones d'habitats précaires souvent labélisées sous le vocable uniformisateur de « bidonvilles ». Le football a, de tout temps, nourri l'imaginaire haïtien, et mondial, en particulier celle de la jeunesse, Y. Benmalek note ainsi qu'« avec le décalage horaire, l'activité de la ville s'arrête... lorsque les grands clubs européens disputent, avec leur vedette, la Ligue des Champions... L'activité s'arrête également quelques heures plus tard, dans la rue, autour d'un ballon usé ». Ces descriptions coïncident peu avec les images habituelles des rues livrées aux gangs dans les quartiers populaires, elles révèlent un usage somme toute classique d'espaces publics englobés dans le rêve footballistique. L'article de J. Walsh étudie la fabrique d'un imaginaire marchand en décryptant le discours publicitaire de la marque automobile Audi, ce qui lui permet d'analyser son inscription dans l'univers poétique de Y. Lahens, fort critique envers les sociétés urbaines contemporaines. Dans son dernier roman, *Douces Détournées*, les personnages – d'âges, de classes sociales et de nationalités différentes – entrechoquent leurs représentations d'une ville qu'ils pratiquent et vivent de façon très différente, voire divergente. Les articles, ici cités, démontrent la complexité de processus spatiaux que les discours, convenus, cherchent à réduire à des représentations simples, à défaut de comprendre leurs subtiles réalités.

La médiatisation planétaire du séisme du 12 janvier 2010 a produit une image d'Haïti, et plus particulièrement de sa capitale, comme celle d'un « territoire des catastrophes ». Par sa localisation dans les Caraïbes, Haïti est certes exposée à des aléas naturels sévères, notamment cycloniques ; pour autant, le pays se singularise dans l'ensemble régional par l'ampleur des désastres qui frappent son territoire ainsi que par la faiblesse de sa capacité de réponse aux urgences. Cette fabrique des vulnérabilités se réaffirme aux lendemains même du séisme (Etienne, 2018), selon une permanence structurelle largement évoquée (Laënnec Hurbon éd., 2014 ; Desse *et al.*, 2012). Dans ce dossier A. Corbet propose une analyse critique du film *Assistance Mortelle* de Raoul Peck (2013), qu'elle estime pourtant nécessaire car « il pointe les dysfonctionnements d'une aide humanitaire débordée d'intérêts divergents dans un pays submergé par une catastrophe : le séisme du 12 janvier 2010 ». A. Rivière abonde dans ce sens lorsqu'il écrit « cet échec apparent de la reconstruction s'explique en partie par une difficile coordination des opérations... En résulte une reconstruction aux multiples visages, bien éloignée des objectifs du *build back better* ». J. Walsh mobilise à plusieurs reprises le concept de vulnérabilité pour confronter le discours publicitaire d'une mobilité « idéalisée » par Audi aux difficultés subies par une société vivant dans un environnement urbain contraignant. Il cite Anthony Oliver-

Smith (2004) sur « la construction historique de la vulnérabilité » aux environs de Port-au-Prince, et notamment la longue histoire dans la région des désastres naturels... et le manque de cohérence dans la planification urbaine ». Mais les grandes métropoles ne constituent pas les espaces uniques de fabriques des vulnérabilités, J. Rodné *et al.* insistent sur l'attention à accorder au recul touristique dans la région Nord du pays, pourtant richement dotée en patrimoine naturel et culturel : « les patrimoines de la région Nord d'Haïti sont au cœur du développement du tourisme depuis le xx^e siècle. Actuellement, les flux diversifiés et ponctuels montrent que ce secteur est en régression sauf à Labadie, une enclave qui reçoit chaque année près de 800 000 croisiéristes profitant exclusivement de la plage et de la baie abritée ». Dans la même aire géographique, C. Joseph *et al.* analysent le déclin spectaculaire de la mangrove dans le Parc National des Trois Baies. À partir de traitements d'images satellites et d'observations de terrain, ils démontrent le lien étroit entre la dégradation des écosystèmes littoraux et l'activité anthropique, en particulier l'abattage des mangroves pour le charbon de bois ; « au final, en l'espace de 30 ans, la couverture de mangrove connaît une régression [...] de 39,22 %. Par conséquent, [...] dans 46 ans les mangroves seront complètement détruites, si aucun effort n'est fait pour les protéger voire les restaurer ». Pourtant, face à la vulnérabilité écologique du recul forestier, le reboisement par la mise en défens des parcelles ne semble pas la meilleure solution dans la Région de la Borne de la Chaîne des Matheux. A. Bouvard *et al.* soulignent ainsi que « la voie de développement privilégiée avec la mise en défens des espaces les plus érodés pour leur reboisement, y compris à l'aide de PSE, ne peut pas apporter une solution durable car elle n'ouvre pas la voie à une sortie de la crise du système agraire, qui passe nécessairement par la mise en place d'un nouveau mode d'exploitation et de reproduction de l'écosystème cultivé ». L'ensemble des auteurs s'accorde sur la vulnérabilité économique issue de l'appauvrissement des ménages urbains comme ruraux. Si D. Florida *et al.* regrettent le recours à l'abattage des arbres, souvent fruitiers, pour la fabrication du charbon de bois dans l'ancienne région caféière de la Chaîne des Cahos, ils insistent sur la baisse des revenus agricoles pour expliquer le recours des paysans à une économie informelle de survie et le succès des jeux de hasard, « la mise en application des Politiques d'Ajustement structurel [contribue] au déclin de l'économie agricole [...], une des décisions ayant porté atteinte à l'économie paysanne est la baisse des tarifs douaniers à l'importation ». Les solutions, pour une mitigation durable de la vulnérabilité, résident dans des politiques volontaristes notamment foncières comme le préconisent V. Dathus *et al.*, ou dans les solidarités collectives urbaines, comme le souligne J. Walsh. Le projet Salagnac, « conçu en étroite collaboration avec les agriculteurs » décrit par A. Degroot *et al.*, montre ainsi la cohérence d'un programme qui a

permis un accroissement de revenus des producteurs mais aussi la poursuite d'innovations paysannes.

« Décrit avant tout comme absent, faible ou prédateur, l'État haïtien, paradigme de l'État dysfonctionnel du Tiers-Monde, fait régulièrement son apparition dans des articles sur le développement et la pauvreté, mais cet intérêt ne se matérialise souvent que comme simple référence à son impuissance, considérée comme évidente » (Heine *et al.*, 2014). Derrière les convergences qu'affichent auteurs, analystes et observateurs de l'État, peu insistent sur la permanence d'une centralisation, de fait, affaiblissant les échelles intermédiaires des pouvoirs. Dans son article, A. Rivière étudie les mécanismes de mise à l'écart des collectivités territoriales des opérations de reconstruction de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Il interroge ainsi l'approche communautaire favorisée par les organismes d'aide au développement et inscrite dans une urbanisation par projets (Boltanski *et al.*, 1999) dans les pays du Sud. La quasi-inexistence de vrais pouvoirs intermédiaires, régionaux et locaux, est visible dans l'ensemble des contributions du dossier, car peu d'entre elles citent les collectivités territoriales. V. Dathus *et al.* évoquent le rôle des communes de la Croix-des-Bouquet et de Gressier dont dépendent leurs zones d'étude. Ils soulignent l'attitude plutôt pragmatique de la municipalité de la Croix des Bouquet dans l'attribution des permis de construire alors que celle de Gressier s'investit peu dans l'accompagnement des habitants de Boko dans leur quête de sécurisation foncière. Dans leur étude de la déprise caféière dans la chaîne des Cahos, D. Florida *et al.* signalent juste le rôle des membres du Conseil d'Administration de la Section Communale (CASEC) comme principaux représentants de l'État sur place, remplacés dans certains cas par les curés des paroisses. Si l'évocation des collectivités territoriales est discrète dans les articles du dossier, celle liée au développement territorial, par des projets d'ONG ou par d'autres formes de programmes internationaux, est plus fréquente. Malgré la décentralisation actée par la constitution de 1987, le rôle d'acteur territorial majeur des communes ou des sections communales, demeure encore en gestation. A. Rivière résume la faiblesse des collectivités territoriales par l'anémie de leur légitimité issue d'élections souvent reportées, par leur lourde dépendance aux subventions étatiques, et enfin par les périmètres de leurs compétences restés flous. Autant de carences qui laissent encore à l'État haïtien, malgré son état de faillite répété à l'envi, de larges pouvoirs sur son territoire, pouvoirs qu'il semble déléguer localement mais temporairement aux projets internationaux et aux ONG. Ainsi, face à un État aux faibles moyens mais à la volonté de gestion omnipotente, d'autres acteurs émergent, produisant des espaces, souvent urbains, selon des mécanismes complexes mais qualifiés du terme englobant d'informels.

La société haïtienne connaît des mutations fortes, en miroir des bouleversements profonds et rapides que connaissent nombre de parties du pays, largement exposées dans le volumineux ouvrage de Calmont *et al.* (*op. cit.*). Les inégalités de revenus, les disparités régionales, sont souvent criantes et différencient fortement les espaces urbains comme ruraux. Le séisme de 2010 demeure ainsi un des marqueurs incontournables dans les tensions et les recompositions spatiales induites. Dans leur analyse des périphéries urbaines post-séisme de Port-au-Prince, V. Dathus *et al.* privilégient une entrée par la production foncière informelle. Ils insistent ainsi sur le refus des institutions publiques à reconnaître des espaces *de facto* urbains en laissant le champ libre à des transactions foncières illégales et très iniques envers les plus faibles. La question foncière revient également dans les problématiques de développement rural où l'accès aux meilleures terres demeure concentré entre les mains des plus riches. Pour A. Bouvard *et al.*, le foncier constitue un des éléments de changements des pratiques agraires, la crise de fertilité provoquant d'importantes modifications des rapports sociaux au sein du territoire. « La baisse des rendements conduit les propriétaires à passer d'une rente foncière variable, dépendant du rendement, à une rente foncière fixe, en instaurant le fermage ». Dans d'autres secteurs de montagne, comme dans la chaîne des Cahos, l'appauvrissement des ménages s'exprime par des terres de plus en plus morcelées et exiguës « certaines parcelles sont si petites que les copropriétaires préfèrent les cultiver à tour de rôle que de les diviser encore... ». L'effondrement de l'économie rurale entraîne son « informalisation » par le recours aux petits commerces, aux jeux de hasards, à la mendicité et à l'exode vers les villes et en particulier vers la capitale Port-au-Prince. Cette dernière continue sa croissance par l'apparition, *ex nihilo*, du secteur urbanisé de Canaan. A. Corbet évoque cette zone au travers d'une décharge illégale et pourtant occupant un grand nombre de chiffonniers, O. Archambeau le filme dans son documentaire intitulé *la Ville en dehors/Vil andeyo*. Il s'agit ici de faire œuvre pédagogique, former les étudiants en master de géographie à la lecture du paysage et aux méthodes audiovisuelles. Le film capte les mutations spatiales post-séisme dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince : les poldérisations illégales à Martissant, l'habitat informel dans la vallée du Bourdon et la croissance de Canaan au travers des témoignages successifs de Marie-Ange Eloïse. Les politiques libérales prônées par le Fond Monétaire International (FMI) recomposent l'espace rural par le changement contraint des systèmes agraires et la ruine des cultivateurs, ces politiques se traduisent aussi par l'apparition de zones franches comme dans le nord-est d'Haïti. Dans son compte rendu de l'ouvrage de G. E. Lucien, *Le Nord Est open for business*, M. Desse souligne la critique de l'auteur des soi-disant apports industriels d'activités plutôt basiques de friperies et de recyclages. L'attrait principal pour les zones franches serait l'abondance d'une main-

d'œuvre bon marché dans la région. Le nord du pays devient ainsi un territoire d'enjeux plus divergents que complémentaires entre le développement de couloirs économiques transfrontaliers et l'essor de son potentiel touristique et environnemental. Cependant, et partout dans le pays, les campagnes enclavées connaissent des difficultés structurelles : effondrement des productions commerciales, rareté des sols fertiles, fragilités foncières et sociales, poussant les plus jeunes vers l'exode interne et la migration internationale. Les jeunes urbains, issus des quartiers défavorisés ou des classes moyennes, envisagent également une expatriation de plus ou moins longue durée. Si les difficultés financières pour soutenir un tel projet et la « répulsivité » des espaces d'accueil – difficultés d'obtention des visas d'entrée et/ou attitudes de rejet sur place – tendent à décourager les nouveaux candidats à l'exil, la diaspora demeure un des éléments clé dans le revenu de nombreux ménages et dans les recompositions socio-spatiales d'Haïti.

George Anglade évoquait la diaspora comme la 4^e dimension de l'espace haïtien mais, à l'ère d'un usage massif des réseaux sociaux lié à une forte pénétration des nouvelles technologies de l'information et de la communication, cette réalité est encore plus prégnante à Haïti et en dehors du territoire national. L'article de P. Smorag étudie en détail le sens et les mutations que « les Haïtiens donnent à leurs espaces communautaires, qu'il s'agisse de l'enclave originelle de *Little Haiti* ou des nouveaux quartiers haïtiens au nord de Miami. » Avant l'apparition quasi emblématique de *Little Haiti* en Floride, les Haïtiens ont connu, ou plutôt subi, plusieurs épisodes de migrations et d'exil. J. Walsh situe ainsi l'émergence d'un groupe d'auteurs contemporains dans une période marquée par les migrations « Lahens fait partie d'une génération d'écrivains ayant émergé dans la deuxième moitié du xx^e siècle, une période de flux migratoires intenses, principalement la migration des ouvriers de la traite verte avant et pendant l'occupation américaine de 1915-1934. » Pour D. Florida *et al.*, la pauvreté extrême où se trouvent les paysans de la chaîne des Cahos constitue un frein à tout projet de migration internationale. En effet, l'époque des grandes migrations de travailleurs agricoles sous l'influence des firmes agroindustrielles américaines est révolue ; depuis, certains Haïtiens ont connu les affres des traversées illégales, le phénomène des « *boat people* » marquant les premières arrivées, souvent médiatisées, en Floride. P. Smorag note ainsi que « dans bien des esprits, ces *boat people* ne sont pas sans rappeler les esclaves sortis des bateaux négriers, à la différence près qu'eux sont indésirables ». Les Haïtiens commencent alors à s'installer dans les quartiers noirs, dont fait partie un secteur initialement nommé *Lemon City*. Ils parviennent à s'y établir en enclave culturelle et *Lemon City* finit par prendre le nom de *Little Haiti* : nommer un lieu, c'est aussi se l'approprier. Mais l'article de P. Smorag est catégorique, on n'est pas ici dans une réplique

d'Haïti en terre floridienne, plutôt dans un ensemble culturel – affichant cuisines, églises et autres mysticismes vaudous – inclus dans un espace nord-américain. D'ailleurs, les différenciations socio-spatiales ne tardent pas à s'exprimer au sein même de la communauté haïtienne, de plus en plus « gentrifiée » et établie dans les banlieues nord plus aisées. Si Haïti en dehors d'Haïti est souvent illustrée par le cas symbolique de la diaspora floridienne, l'espace haïtien originel est lui aussi transformé par cette dernière. Ceci est vrai de par la masse que représentent les transferts de fonds (Audebert, 2012) et les différenciations sociales ainsi créées. Les projets d'aménagements, en particulier ceux des promotions immobilières, tiennent compte du pouvoir d'achat des diasporas, considéré très élevé. Certaines villes, comme Jacmel, orientent ainsi leurs offres culturelles vers le tourisme diasporique, A. Kern le montre dans son modèle d'intermédiation multidimensionnelle. Le potentiel touristique de la diaspora est plus longuement évoqué par J. Rodné *et al.*, en particulier pour le développement d'hôtels sécurisés de moyennes gammes recherchés par ses membres. L'article préconise également un meilleur encouragement de cette diaspora dans l'investissement touristique : « Haïti pourrait suivre le modèle de développement d'autres pays de la Caraïbe [...] réalisés par les entrepreneurs étrangers parfois issus de la diaspora ».

L'importance de la diaspora dans la population globale d'Haïti, proche de 22 % en incluant les secondes générations nées à l'étranger, peut sembler excessive surtout si l'on considère la part représentée par les diplômés du supérieur, 20 % de la diaspora mais à peine 1 % en Haïti (Audebert, *op. cit.*). Pourtant, des études réalisées sur les diasporas marocaines et libanaises montrent les liens forts qui continuent à unir les « cerveaux expatriés » aux intérêts économiques de leurs pays d'origines (Banque Mondiale, 2017a). La diaspora haïtienne a montré sa capacité d'intégration et de transformations socio-spatiales en Floride, la présence forte de « cerveaux » en son sein ouvre des opportunités d'investissements et d'influences internationaux importants et bénéfiques à Haïti.

Les possibilités de redémarrage du pays semblent ainsi nombreuses, si des solutions partagées émergent. Nous pouvons les déceler dans chaque article du dossier : le refus d'être traité de « *pov* », l'immense potentiel touristique et environnemental, une nécessité de sécurisation foncière et d'équité sociale pour une meilleure intégration urbaine, des équipements sportifs plus accessibles aux jeunes, des programmes de développement ruraux plus à l'écoute des producteurs et enfin un État admettant la réalité des pouvoirs régionaux et locaux... Autant d'analyses, autant de pistes, autant de sillons que la jeune géographie continuera à tracer pour déceler les faiblesses et les atouts d'un pays appauvri par ses crises successives, mais riche du potentiel de

ses ressources, de ses espaces et de sa population dynamique et entreprenante dans ses frontières ou dans ses terres d'adoption.

Nous finirons cette introduction par cet extrait, plein de lumière et d'espoir du roman de Yanik Lahens, *La Couleur de l'Aube* (2016, p. 87), paroles de deux personnages du roman, deux jeunes filles, Joyeuse et Lolo, rescapées d'une embuscade tendue à leur « *tap tap* »¹¹, dans les rues de Port-au-Prince.

« *Le danger est là, tapi dans l'ombre.
Nous lui faisons un pied de nez.
Le jour nous nargue sans pitié,
le bleu du ciel nous fait les yeux doux.
Nous lui rendons en mieux en plus fort.
Nous sommes dehors à aguicher la vie.
À lui arracher plus que ce qu'elle veut donner.
Nous sommes dehors à compter les doigts du soleil* ».

Bibliographie

Anglade G., 1982 – *Atlas critique d'Haïti*, Montréal, ERCE et CRC. Groupe d'études et de recherches critiques d'espace, Département de géographie, UQAM. Centre de recherches caraïbes de l'Université de Montréal, 79 p.

Audebert C., 2012 – *La diaspora haïtienne*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes, 195 p.

Banque Mondiale, 2017 – *Les villes haïtiennes : des actions pour aujourd'hui avec un regard sur demain*, Washington, Banque Mondiale, 36 p.

Banque Mondiale, 2017a – « Comment l'attachement des diasporas du monde arabe à leur pays d'origine peut contribuer au développement régional », Washington, Banque Mondiale, *Banque Mondiale article*, 28 mars 2017.

Boltanski L., Chiapello E., 1999 – *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, Paris, 843 p.

Calmont A. et Mérat P.-J., 2015 – *Haïti entre permanences et ruptures. Une géographie du territoire*. Matoury-Guyane, Ibis Rouge, 602 p.

CIAT, 2009 – « Arrêté de création du CIAT », *Le Moniteur*, n° 25, 19 mars 2019. http://ciat.gouv.ht/sites/default/files/page/files/ciat_arrete.pdf.

Corvington G., 1972, 1975, 1977, 1984, 1987, 1991, 2009 – *Port-au-Prince au cours des ans*, vol. 1 à 8, Port-au-Prince, Éditions Henri Deschamps.

Barthélemy G., 1990 – *L'univers rural haïtien, les pays en dehors*, Paris, L'Harmattan, 190 p.

11. Taxi collectif.

Béchacq D., 2006 – « Les parcours du marronnage dans l’histoire haïtienne : entre instrumentalisation politique et réinterprétation sociale ». *Ethnologies*, 28 (1), pp. 203-240. <https://doi.org/10.7202/014155ar>.

Etienne J.O., 2018 – *Stratégies d’acteurs et logiques d’action dans la reconstruction Post-catastrophe de Port-au-Prince : Approche par les vulnérabilités post-catastrophes*. Thèse de doctorat, soutenue le 31 janvier 2018, à l’Université Paris 8.

Desse M, Pierre J.-P., Lucien G.E., 2012 – « Trajectoires et adaptations à une crise multiple : Port-au-Prince depuis le séisme du 12 janvier 2010 au travers des concepts d’exit, voice, loyalty et apathie », *VertigO* [En ligne], vol. 12, n° 3, décembre 2012. <https://doi.org/10.4000/vertigo.13006>.

Godard H., 1983 – *Port-au-Prince : les mutations urbaines dans le cadre d’une croissance rapide et incontrôlée*, Thèse de troisième cycle soutenue à l’Université de Bordeaux 3. 340 p.

Godard H., 1988 – « Port-au-Prince : les mutations récentes de l’organisation spatiale », *Mappemonde*, n° 3, pp. 6-8.

Goulet J., 2006 – *L’organisation des services urbains : réseaux et stratégies dans les bidonvilles de Port-au-Prince*, Thèse de doctorat en Études urbaines, Université du Québec à Montréal.

Heine J., Verlin J., 2014 – « Modes de gouvernement en Haïti après le séisme de 2010 », *Cahiers des Amériques latines*, n° 75, pp. 15-24.

Hurbon L. (ed.), 2014 – *Catastrophes et environnement. Haïti, séisme du 12 janvier 2010*, Paris, Éditions de l’EHESS, 271 p.

Itazienne E., 2003 – « La normalisation des relations franco-haïtiennes (1825-1838) » *Outre-mers*, t. 90, n° 340-341, 2e semestre 2003. Haïti Première République Noire. pp. 139-154.

Lahens Y., 2016 – *La couleur de l’aube*. Paris, Sabine Wespieser, 218 p.

Lahens Y., 2018 – *Douces déroutes*. Paris, Sabine Wespieser, 230 p.

Le Nouvelliste, 2006 – « Gina Porcéna installée à la Direction générale du CNIGS », Port-au-Prince, <https://lenouvelliste.com/article/34930/gina-porcena-installee-a-la-direction-generale-du-cnigs>.

Le Nouvelliste, 2013 – « La population haïtienne toujours rurale à 52 % », Port-au-Prince, <https://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/121926/La-population-haitienne-toujours-rurale-a>.

Lucas R., 2002 – « Marronnage et marronnages ». *Cahiers d’Histoire*, n° 89, pp. 13-28.

Lucien G.E., 2013 – *Une modernisation manquée Port-au-Prince (1915-1956), vol. 1 : modernisation et centralisation*, Port-au-Prince, Éditions de l’Université d’État d’Haïti, 285 p.

Lucien G.E., 2014 – *Une modernisation manquée Port-au-Prince (1915-1956), vol. 2 : centralisation et dysfonctionnement*, Port-au-Prince, Éditions de l’Université d’État d’Haïti, 287 p.

Lucien G.E., 2018 – *Le Nord-Est d'Haïti, perle d'un monde fini, entre illusion et réalités, Open for business*, L'Harmattan, 347 p.

Merat P.-J., 2018 – *Le littoral, le cœur de la pauvreté en Haïti : quand les politiques publiques appauvrissent les territoires*, thèse de doctorat, soutenue le 10 octobre 2018, à l'Université de Nantes.

Moreau de Saint-Méry M. L. E., 2004 [1797] – *Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'isle de Saint-Domingue*. Paris, Société française d'histoire d'outremer, 3 vol.

Muscadin J., 2018 – *Crises, violences politiques et résolutions des conflits en Haïti (1986-1994)*, thèse soutenue le 22 novembre 2018, Université de Poitiers.

Oliver-Smith A., 2004 – « Theorizing Vulnerability in a Globalized World: A Political Ecological Perspective » dans G. Bankoff, G. Frerks, et D. Hilhorst, *Mapping Vulnerability: Disasters, Development, and People*. London, Earthscan, pp. 10-24.

Peck R., réalisateur, 2013 – *Assistance mortelle*, ARTE France, Velvet Film, Figuier Production, Velvet Film Inc., RTBF, Entre Chien et Loup, 1 h 39 min.

Saffache P., 2006 – « Le milieu marin haïtien : chronique d'une catastrophe écologique », *Études caribéennes* [En ligne], n° 5, décembre 2006, mis en ligne le 15 décembre 2006, <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/267>.

Théodat J.-M., 2003 – *Haïti – République Dominicaine. Une île pour deux 1804-1916*, Paris, Karthala, 377 p.

Théodat J.-M., 1998 – « Haïti-Quisqueya : Une double insularité », *Mappemonde*, vol. 51, n°3, pp 7-11. <https://www.mgm.fr/PUB/Mappemonde/M398/Theodat.pdf>.

Théodat J.M., 2009 – « Le bon grain et l'ivraie du commerce mondial des produits vivriers », *L'information géographique*, vol. 73, n°1, pp. 65-81.